

Discours du Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, le très honorable Winston Peters, à l'Institut français des relations internationales (Ifri), Paris, 26 novembre 2024

Le chemin le moins fréquenté

Avant de commencer aujourd'hui, nous aimerions saluer l'Institut français des relations internationales. Vous contribuez depuis longtemps aux débats sur les affaires internationales et nous vous remercions de nous accueillir.

Nous remercions également le fondateur et président de l'Institut, Thierry de Montbrial, et le directeur adjoint, Marc Hecker, pour leur soutien à l'organisation de cet événement, et nous saluons la présence aujourd'hui des dignitaires du gouvernement français et des membres du corps diplomatique.

.....

C'est un plaisir de parler avec vous aujourd'hui à Paris. En effet, c'est *toujours* un plaisir de se trouver à Paris, l'une des plus grandes villes du monde et le siège de l'une des plus anciennes démocraties d'Europe.

En Nouvelle-Zélande, nous partageons la même impulsion démocratique que la France, bien que notre démocratie soit née de l'évolution plutôt que des révolutions qui ont alimenté les premières Républiques françaises, avant que les événements et les changements plus évolutifs qui y ont répondu n'aboutissent finalement à la Cinquième République que nous connaissons aujourd'hui.

La Nouvelle-Zélande est fière d'être l'une des plus anciennes démocraties ininterrompues du monde, ayant établi un gouvernement responsable en 1854. L'évolution démocratique réussie de la Nouvelle-Zélande et de la France donne raison à la boutade de Rousseau selon laquelle « la patience est amère, mais ses fruits sont doux ».

Aujourd'hui, après chaque élection nationale, le fruit n'est peut-être pas toujours sucré, mais les idées qui sous-tendent nos démocraties – liberté, égalité et fraternité – le sont, et elles continuent à orienter nos politiques et nos discours démocratiques respectifs.

La tension entre la liberté et l'égalité dicte le mouvement de notre politique, alternant entre des périodes dominées par les droits de quelques-uns et celles dominées par les besoins du plus grand nombre. C'est une tension familière dans notre politique, que ce soit à Paris ou à Wellington.

Pour un Néo-Zélandais, cependant, ce qui ressort de la devise tripartite de la France, c'est la fraternité. Plutôt que des droits, que la liberté et l'égalité invoquent, la fraternité évoque davantage une obligation morale, la responsabilité du gouvernement de protéger tous ses citoyens et de leur fournir les conditions nécessaires à leur prospérité. Elle évoque également les liens fraternels tissés au sein de la communauté des citoyens qui composent l'État.

C'est l'esprit de fraternité et de sororité, d'identité et d'unité nationales, qui donne à la fraternité sa richesse et sa promesse.

La notion de fraternité fait moins facilement référence dans le contexte du système politique néo-zélandais, mais elle reflète tout à fait les liens fraternels qui existent entre la Nouvelle-Zélande et ses voisins, la communauté des nations du Pacifique éparpillées à travers la région et l'endroit que nous appelons chez nous.

Elle s'étend aux liens fraternels que nous éprouvons à l'égard de toutes les nations, des nations qui, comme la France, ont embrassé la cause commune de la défense de la liberté et de l'idéal démocratique que nous cherchons, même imparfaitement, à faire progresser.

Nous reviendrons bientôt sur la fraternité et en particulier sur sa place dans le Pacifique. Mais nous aimerions d'abord parler de la réinitialisation de la politique étrangère que la Nouvelle-Zélande a poursuivie avec vigueur depuis la formation du gouvernement de coalition il y a un an, et de ce qu'elle signifie pour nos relations avec la France, à la fois à Paris et dans le Pacifique.

.....

Depuis que j'ai pris mes fonctions de ministre des Affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande pour la troisième fois au cours des trois dernières décennies, il n'a jamais été aussi évident de voir à quel point la diplomatie et les outils de l'art de gouverner sont importants dans notre monde troublé.

Nous avons observé tout au long de l'année que la capacité de dialoguer avec les autres, plutôt que d'imposer son point de vue, n'a jamais été aussi nécessaire. Au cours des douze mois qui ont suivi la formation du gouvernement de coalition, notre vaste programme d'engagements internationaux a renforcé le fait que ceux qui partagent nos valeurs, et même ceux qui ne les partagent pas, gagnent à comprendre la position de l'autre, même lorsque nous ne sommes pas d'accord.

De la compréhension naissent les opportunités et de la diplomatie naît le compromis, la rencontre à mi-chemin, qui est la pierre angulaire de l'amélioration des relations entre les nations. Nous avons dit partout où nous avons voyagé cette année que nous avons besoin de plus de diplomatie, de plus d'engagement, de plus de compromis.

Nous vivons une époque troublée, où l'environnement stratégique se détériore plus rapidement que jamais. Les changements tectoniques qui se produisent dans la répartition mondiale du pouvoir, de la puissance économique et de l'influence stratégique ont bouleversé les anciennes hypothèses, tandis que l'ordre fondé sur les règles subit des assauts sévères et soutenus.

La Nouvelle-Zélande considère que trois grands changements sous-tendent les défis multiples et complexes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Ces changements sont les suivants :

- **Des règles au pouvoir**, une évolution vers un monde multipolaire caractérisé par des règles plus contestées et où le pouvoir relatif entre les États joue un rôle plus important dans l'orientation des affaires internationales.
- **De l'économie à la sécurité**, un changement dans lequel les relations économiques sont réévaluées à la lumière d'une concurrence militaire accrue dans un monde moins stable.
- **Et de l'efficacité à la résilience**, où nous constatons un changement dans les moteurs du comportement économique, et où la construction d'une plus grande

résilience et la résolution des problèmes sociaux et de durabilité les plus urgents deviennent plus importants.

Ces changements posent des défis à un petit pays dépendant des échanges internationaux comme la Nouvelle-Zélande. Certains de ces défis sont familiers, mais d'autres, principalement liés à la technologie, sont nouveaux.

En effet, chaque génération de décideurs est confrontée à de nouveaux défis à mesure que les économies, la démographie, les technologies et les sociétés évoluent, tout comme les équilibres de pouvoir qui accompagnent les changements disruptifs.

Ce qui était bénin devient malveillant. Les anciennes vérités cèdent la place à de nouvelles. Le défi, aujourd'hui comme hier, est de garder les yeux grands ouverts sur les changements fondamentaux en cours et d'être suffisamment agile au sein du gouvernement et des systèmes de soutien gouvernementaux pour s'y adapter.

Passons maintenant aux opportunités qui s'offrent à nous. Au début de son mandat, notre cabinet a approuvé une réinitialisation de la politique étrangère qui revigorerait et ciblerait davantage nos programmes en matière de politique étrangère, de défense et de commerce.

Depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons poursuivi avec urgence une politique étrangère qui :

- Accroît considérablement l'attention portée à l'Asie du Sud-Est et à l'Inde, ainsi que les ressources qui y sont affectées.
- Réengage et revigore nos relations avec des partenaires traditionnels et de même sensibilité, comme la France.
- Continue à se concentrer sur le Pacifique et à redynamiser notre « Réinitialisation du Pacifique » de 2018 en travaillant avec les dirigeants du Pacifique et par l'intermédiaire du Forum des îles du Pacifique pour renforcer la coopération en matière de développement et de sécurité dans l'ensemble de la région du Pacifique.
- Cible notre engagement multilatéral sur les questions mondiales ou transfrontalières pour lesquelles nous avons des intérêts directs ou pour lesquelles les valeurs et les libertés fondamentales de la Nouvelle-Zélande sont en jeu.

- Sorte des impasses ou des blocages du système multilatéral pour soutenir de nouveaux groupements de partenaires partageant les mêmes valeurs et capables de promouvoir et de défendre plus efficacement nos intérêts et nos capacités.
- Promeuve l'objectif du gouvernement de coalition d'augmenter significativement la valeur de nos exportations au cours de la prochaine décennie grâce à une diplomatie économique active visant à stimuler la croissance des exportations.

Pour réaliser ce programme ambitieux, nous savions que nous devons donner plus d'énergie, plus d'urgence et une orientation plus précise à trois lignes d'effort interconnectées :

- Investir dans nos relations.
- Accroître notre prospérité.
- Et renforcer notre sécurité.

Dès le premier jour, nous nous sommes attelés à la tâche, car nous avons beaucoup de retard à rattraper. Nous voulions que la voix de la Nouvelle-Zélande soit à nouveau entendue par le monde.

Au cours de la première année de mon mandat de ministre des Affaires étrangères, nous nous sommes rendus dans 35 pays, dont plusieurs plus d'une fois, nous avons noué des contacts avec 54 homologues, nous avons eu plus de 300 engagements politiques et nous avons rencontré 46 chefs de mission étrangers, couvrant ainsi la grande majorité des marchés d'exportation de la Nouvelle-Zélande et de nos partenariats diplomatiques. Nous n'avons pas chômé, puisque nous avons passé 110 jours hors du pays, et ce n'est pas fini.

.....

En ce qui concerne les relations franco-néo-zélandaises, nous considérons la France comme l'une de nos relations d'ancrage. Nous partageons les mêmes intérêts et les mêmes valeurs, au niveau mondial et dans le Pacifique. Nous partageons un engagement en faveur de l'ordre libéral fondé sur les règles, du multilatéralisme, du commerce et d'un ordre international libre, stable et prospère.

Nous avons forgé une amitié durable qui fêtera l'année prochaine son 80^e anniversaire. Nous avons versé du sang ensemble pour défendre la liberté pendant deux guerres mondiales.

Nos liens interpersonnels sont solides, notamment par le biais du tourisme et de rencontres toujours combatives dans les stades olympiques ou sur les terrains de rugby, comme nous l'avons vu avec la victoire de la France sur les All Blacks, ici à Paris, la semaine dernière.

À l'heure où la libéralisation du commerce fait l'objet d'une levée de boucliers, l'Accord commercial entre la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne démontre que le libre-échange n'a pas à compromettre la souveraineté ni les droits.

La Nouvelle-Zélande et la France entretiennent des liens bilatéraux solides dans les domaines de la recherche, de la science et de la technologie, y compris avec des partenaires autochtones. L'association de la Nouvelle-Zélande au Pilier 2 d'Horizon Europe en 2023 offre également de nouvelles opportunités de collaboration.

L'Appel de Christchurch a été un élément important de cette relation bilatérale au cours des cinq dernières années, et nous avons salué le soutien du Président Macron dans la lutte contre la propagation pernicieuse et malveillante de la désinformation et de la désinformation, voire pire.

Vous n'êtes pas sans savoir que le Président Macron et le Premier ministre Luxon ont annoncé conjointement la création de la Christchurch Call Foundation en mai, marquant ainsi la prochaine phase de ce travail.

.....

Le fondement de notre réinitialisation en matière de politique étrangère est notre collaboration avec des partenaires de longue date, ceux que nous connaissons le mieux et avec lesquels nous avons un profond capital de confiance. La France est l'un de ces pays et, en travaillant ensemble, nous pouvons faire la différence.

Nos intérêts stratégiques et économiques sont profondément engagés dans la région indopacifique. L'aspect économique est évident : l'Asie du Sud et du Sud-Est est une région incroyablement dynamique, qui maintient une croissance économique à un rythme supérieur à 5 % du PIB, année après année.

Cependant, nous faisons face à une série de défis en matière de sécurité, avec des points de tension potentiels en mer de Chine méridionale et dans le détroit de Taïwan. Nous sommes également profondément préoccupés par l'évolution des capacités et

des ambitions nucléaires de la Corée du Nord. Ces inquiétudes sont renforcées par son approvisionnement en troupes pour l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, une autre violation flagrante du droit international et des résolutions des Nations Unies.

En conséquence, la Nouvelle-Zélande se félicite de l'intention de la France de rejoindre le mécanisme de l'équipe multilatérale de surveillance des sanctions qui enquêtera et rendra compte des violations des sanctions des Nations unies à l'encontre de la Corée du Nord.

La coopération franco-néo-zélandaise n'est cependant nulle part aussi importante que dans le Pacifique. La sécurisation incessante du Pacifique et la rupture des normes de coopération de longue date en Antarctique signifient que la Nouvelle-Zélande ne peut pas rester à l'écart de la géopolitique.

La région est confrontée à une concurrence et à des défis stratégiques plus soutenus que jamais au cours des 80 dernières années. La pression s'exerce sur le vaste Continent bleu, avec la recherche de têtes de pont et l'exercice d'une influence.

C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande accorde une attention toute particulière à ses voisins du Pacifique. Cela implique d'être à l'écoute de leurs priorités et de collaborer avec eux pour trouver des solutions concrètes. D'ici la fin de l'année, nous espérons avoir visité les 17 autres pays membres du Forum des îles du Pacifique, afin de comprendre directement leurs défis et d'apprendre comment nous pouvons les aider de la manière la plus efficace possible.

Certaines nations insulaires sont également confrontées à une menace existentielle liée à des facteurs environnementaux. Les autres besoins de la région sont importants : déficits d'infrastructures, prévisions de croissance préoccupantes, accès encore limité à l'électricité et à l'internet, ainsi qu'aux services de santé et d'éducation.

En tant que nation, nous disposons des outils nécessaires pour avoir un impact significatif. La priorité de notre aide internationale au développement en faveur du Pacifique continuera de mettre l'accent sur l'importance de discussions matures et respectueuses sur des questions sensibles, ainsi que sur notre volonté de renforcer notre engagement en matière de défense, de sécurité et de commerce dans la région.

Le régionalisme est au cœur de l'approche néo-zélandaise du Pacifique. Nous reconnaissons le rôle essentiel joué par le Forum des îles du Pacifique pour soutenir le développement régional et la sécurité et pour utiliser notre voix collective afin de demander des comptes aux pays plus importants.

Mais la Nouvelle-Zélande ne peut répondre seule à ces besoins. Nous chercherons de plus en plus à coopérer avec nos partenaires traditionnels comme la France et d'autres partenaires proches qui partagent nos valeurs et nos intérêts.

Nous voulons approfondir notre coopération avec la France afin de faire avancer les priorités du Pacifique, de renforcer les structures régionales existantes, de protéger l'ordre international fondé sur des règles et de garantir la prospérité des générations futures du Pacifique.

Seul État membre de l'Union européenne avec des territoires dans la région du Pacifique, la France a elle aussi une longue histoire et un réel intérêt pour le Pacifique. En tant que premier donateur européen, la France a largement contribué aux objectifs de développement de la région.

Elle est membre et bailleur de fonds de deux organisations régionales - la Communauté du Pacifique et le Secrétariat du programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud. Nous saluons également le renforcement de la présence de la France par une augmentation significative des dépenses d'aide et l'ouverture d'une nouvelle ambassade de France à Samoa.

La France est l'un de nos partenaires les plus importants et les plus polyvalents dans le Pacifique. Elle dispose dans la région d'une capacité diplomatique, de développement, militaire et humanitaire permanente et significative qui s'est révélée inestimable, notamment en réponse aux catastrophes naturelles.

Nous coopérons déjà dans toute une série de domaines. Il existe de solides antécédents en matière d'aide humanitaire et de réaction aux catastrophes grâce à l'accord trilatéral France-Australie-Nouvelle-Zélande (FRANZ), signé en 1992, qui prévoit la reconnaissance des catastrophes et la fourniture d'une aide d'urgence aux partenaires du Pacifique.

Il s'agit d'un dispositif dirigé par des civils et soutenu par les forces de défense, le cas échéant. Parmi les exemples de coopération réussie avec la FRANZ, on peut citer les

réponses aux cyclones tropicaux Judy et Kevin au Vanuatu en mars 2023, et au cyclone tropical Lola en octobre 2023.

La Nouvelle-Zélande a eu le plaisir d'apporter un soutien de 5 millions de dollars à l'initiative Kiwa, un programme de résilience climatique doté de 75 millions d'euros, qui offre un accès simplifié au financement et à l'assistance technique pour des projets dans le Pacifique ; et au projet d'entrepôt humanitaire du Pacifique, qui aidera la région à être mieux préparée et plus résiliente face aux catastrophes.

En 2024, la Nouvelle-Zélande a eu le plaisir de rejoindre la France au sein du conseil d'administration du Fonds mondial pour les récifs coralliens (FMRC). Nous félicitons la France d'avoir rejoint la coalition du Fonds mondial pour les récifs coralliens très tôt, en 2021, et d'avoir contribué de manière significative au fonds de subvention. Les récifs coralliens sont essentiels au bien-être des communautés côtières du monde entier, et nous sommes heureux de travailler avec la France sur cette initiative de financement mixte qui vise à mobiliser les investissements des partenaires.

La France est également membre de la réunion des ministres de la Défense du Pacifique Sud, qu'elle a accueillie l'année dernière en Nouvelle-Calédonie. Elle a participé à la réunion de cette année, organisée par la Nouvelle-Zélande à Auckland.

À la suite des troubles survenus récemment en Nouvelle-Calédonie, les personnels civils et de défense français et néo-zélandais ont travaillé en étroite collaboration et sans relâche pour faciliter le départ assisté des Néo-Zélandais et des ressortissants étrangers.

La France a décidé d'augmenter ses dépenses en faveur du développement dans la région, malgré d'autres priorités plus proches géographiquement et une période de contraintes budgétaires en cours. Elle a affecté 200 millions d'euros au Pacifique pour la période 2024-2027. Nous ne saurions trop insister sur la valeur que nous attachons à l'engagement financier de la France dans la région.

L'aide au développement de la France dans le Pacifique est principalement dépensée dans les territoires français du Pacifique, au Vanuatu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'aide aux territoires français du Pacifique est très variée – promotion des infrastructures, de la connectivité, des soins de santé et du développement du secteur

privé – tandis que l'aide de la France à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Vanuatu est davantage axée sur des projets liés au changement climatique et à la biodiversité.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la France soutient l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau électrique et contribue au verdissement du port de Rabaul par le financement d'une étude de faisabilité.

En juillet 2023, le président Macron et le premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée, M. Marape, ont lancé un projet de lutte contre la déforestation dans le pays, financé par l'UE et exécuté par la France, pour un montant de 66 millions de dollars. Il s'agit là d'une démonstration exemplaire du leadership de la France qui tire parti des financements de l'Union européenne pour la région du Pacifique.

Au Vanuatu, la France soutient les prévisions climatiques par le biais du programme CLIPSSA, doté de 4 millions d'euros, et met en œuvre des projets de gestion durable des déchets.

La France accueillera la conférence des Nations unies sur les océans à Nice en juin 2025, et nous reconnaissons le leadership mondial de la France sur les questions relatives aux océans.

L'Union européenne est le septième donateur de la région et un partenaire de longue date qui partage les mêmes valeurs, notamment en matière de changement climatique. Bien qu'elle ne soit présente qu'aux Fidji et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, nous nous félicitons que l'UE renforce ses relations avec le Pacifique, notamment par le biais de l'accord de Samoa, un nouveau cadre visant à relever les défis mondiaux avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

.....

Nous appelons le Pacifique notre maison, car la Nouvelle-Zélande est un pays du Pacifique, lié par l'histoire, la culture, la politique, la démographie et même l'ADN. Plus d'un quart des Néo-Zélandais ont un héritage Māori ou Pacifique, et cette population augmente rapidement. Ces faits fondamentaux influencent profondément la manière dont le gouvernement néo-zélandais perçoit la région du Pacifique.

Nous considérons le Pacifique comme une famille de nations et, comme dans toute famille, chaque membre veut se tenir sur ses deux pieds, en tant qu'égal. C'est ainsi que nous les considérons, et que nous espérons être considérés, comme des égaux.

Notre communauté du Pacifique est composée en grande majorité de petits États, et nous partageons donc bon nombre des mêmes défis. La Nouvelle-Zélande est convaincue de l'importance des petits États, et c'est pourquoi tirer parti des forces de chacun constitue l'essence de la fraternité dans notre région.

Dans le cadre de ces liens fraternels, nous nous rassemblons pour nous soutenir mutuellement dans les moments difficiles, travailler ensemble dans de nombreux domaines d'intérêt commun, tout en affichant notre unité et notre diversité dans les moments de triomphe ou de célébration nationale.

Ainsi, lorsque nous parlons de la centralité du Forum des îles du Pacifique, c'est parce que c'est là où notre famille de nations se réunit pour discuter des défis et des opportunités auxquels notre vaste région est confrontée.

Il est important de souligner que pour jouer au mieux notre rôle au sein de notre famille du Pacifique, la Nouvelle-Zélande a compris que nous pouvons accomplir beaucoup plus, ensemble, avec et dans le Pacifique, en travaillant en collaboration avec des partenaires, que ce qu'un seul pays pourrait espérer réaliser seul.

Une collaboration plus efficace entre pays partageant les mêmes valeurs accroît les possibilités d'élargir nos ambitions pour le Pacifique, ce qui nous permet d'envisager des projets que nous ne pourrions pas réaliser seuls.

Les pays qui partagent les mêmes intérêts dans le Pacifique doivent améliorer leur coordination et revoir à la hausse leurs ambitions quant à ce qu'il est possible de réaliser en collaboration. C'est la clé d'un changement durable et réussi. Les enjeux sont trop importants et les défis trop urgents pour que nous fassions double emploi ou que nous soyons en concurrence les uns avec les autres pour les projets.

Nous devons parler davantage et élever nos ambitions collectives. Il est essentiel de s'aligner et de travailler avec des partenaires au service des priorités du Pacifique, ce qui alimente le désir de la Nouvelle-Zélande d'accroître sa coopération avec la France dans toute une série de domaines liés au commerce, à la défense, à la sécurité et à la politique dans le Pacifique, ainsi que dans l'Indopacifique, et dans le monde entier.

Nous souhaitons collaborer avec des partenaires tels que la France au service des priorités du Pacifique et d'une région pacifique, stable, prospère et résiliente. La Nouvelle-Zélande sert de passerelle aux partenaires désireux de comprendre le Pacifique et de fournir une assistance à notre région.

Les pays et territoires du Pacifique, ainsi que le continent bleu qui les entoure, recèlent d'immenses ressources humaines et naturelles, dont le bien-être est essentiel à la résilience et à la prospérité globales de la planète.

C'est pourquoi nous avons donné la priorité à des visites politiques de haut niveau dans le Pacifique cette année, y compris, lorsque nous le pouvons, en emmenant des collègues parlementaires de tous les partis politiques néo-zélandais afin de renforcer le caractère bipartisan de notre amitié et la pérennité de notre orientation vers le Pacifique.

Le régionalisme est au cœur de notre approche du Pacifique. Nous reconnaissons ici une nouvelle fois le rôle essentiel joué par le Forum des îles du Pacifique, qui soutient le développement et la sécurité au niveau régional et utilise notre voix collective pour demander des comptes aux pays plus importants.

En tant que pays du Pacifique et membre fondateur du Forum des îles du Pacifique, nous sommes engagés à faire progresser les priorités du Pacifique, telles qu'elles ont été définies par les dirigeants du Pacifique dans leur stratégie 2050.

La Nouvelle-Zélande a accueilli la réunion inaugurale du Forum en 1971 à Wellington et, depuis plus d'un demi-siècle, nous plaçons le Pacifique au cœur de notre diplomatie. Nous continuerons à chercher à relever les défis de la région, en étroite adéquation avec les priorités des dirigeants du Pacifique.

D'ores et déjà, 60 % du milliard de dollars que la Nouvelle-Zélande consacre chaque année à la coopération internationale au développement sont alloués à la région des îles du Pacifique, afin d'améliorer son développement durable et de réduire la pauvreté. Cela inclut au moins la moitié de notre financement pour le climat jusqu'en 2025.

La voix du Pacifique est importante et le *talanoa* – la façon dont le Pacifique se réunit pour discuter – doit être régulier et significatif. Le fait que notre coopération internationale au développement se concentre actuellement sur le Pacifique

continuera d'accentuer l'importance de discussions mûres et respectueuses sur des questions sensibles, ainsi que notre intention d'intensifier notre engagement en matière de défense, de sécurité et de commerce avec la région.

Mais la Nouvelle-Zélande ne peut répondre seule à ces besoins. Nous chercherons de plus en plus à coopérer avec nos partenaires traditionnels et d'autres partenaires proches qui partagent nos valeurs et nos intérêts.

Nous considérons la France comme un partenaire clé dans le Pacifique, car nous avons des relations bilatérales étroites et des valeurs communes. Nous sommes amis. Nous partageons des analyses similaires des défis auxquels sont confrontés le monde, la région indopacifique et le Pacifique, et nous savons que nous devons collaborer efficacement pour les relever.

.....

Les choix qui s'offrent à la France et à la Nouvelle-Calédonie quant à leur avenir commun sont à la fois des défis et des opportunités. Car c'est ensemble, nous en sommes convaincus, que doit se jouer leur avenir. Voici ce que nous voulons voir se réaliser.

La Nouvelle-Calédonie est le plus proche voisin de la Nouvelle-Zélande. Ce qui s'y passe est important pour la Nouvelle-Zélande. Comme nous, la Nouvelle-Calédonie est membre du Forum des îles du Pacifique et fait donc partie de notre famille du Pacifique. Nous avons donc des liens fraternels avec la Nouvelle-Calédonie. Comme nous en avons avec la France.

Nous avons été attristés par les pertes humaines, les violences, les destructions et les dommages économiques qui ont frappé la Nouvelle-Calédonie cette année. Comme nous l'avons déclaré en mai dernier, quelle que soit votre opinion sur les arrangements politiques en Nouvelle-Calédonie, tout le monde devrait être d'accord pour dire que la violence est préjudiciable à toutes les communautés sur place.

Nous pensons que la France joue un rôle essentiel dans le Pacifique. Avant que les troubles n'éclatent en Nouvelle-Calédonie, les territoires français figuraient parmi les économies les plus performantes de la région. Cela n'aurait pas été possible sans le soutien économique de la France.

La Nouvelle-Zélande, qui est un ensemble isolé d'îles commerçant avec le monde, juste au nord de l'Antarctique, a compté sur la France pour maintenir des voies maritimes ouvertes autour de ses territoires du Pacifique, assurant ainsi la sécurité maritime à nos exportateurs.

Nous saluons les efforts de la France pour rétablir la sécurité en Nouvelle-Calédonie, et nous lui sommes extrêmement reconnaissants d'avoir aidé la Nouvelle-Zélande à faire sortir ses citoyens ainsi que d'autres ressortissants étrangers de Nouméa lorsque des troubles ont éclaté.

Cette action, entreprise lors d'une crise sécuritaire, témoigne de la force de notre amitié.

Nous avons particulièrement salué la décision de la France de permettre à l'équipe élargie de la troïka du Forum des îles du Pacifique de se rendre en Nouvelle-Calédonie pour une mission d'information, et nous applaudissons les efforts renouvelés du gouvernement français pour instaurer un dialogue entre tous les Néo-Calédoniens.

Les problèmes de la Nouvelle-Calédonie sont profonds, à l'image de son histoire. La montée du nationalisme dans le Pacifique est un phénomène que nous observons de près depuis le milieu et la fin des années 1980, de sorte que la direction qu'il a prise, bien que parfois perturbant, n'est pas surprenante. Le défi, à l'époque comme aujourd'hui, est de créer une nouvelle voie qui réponde aux ambitions et aux aspirations de tous les Néo-Calédoniens, quelle que soit leur origine.

En se frayant un chemin nouveau et plus adapté, l'œuvre du poète américain Robert Frost « The Road Not Taken » (Le chemin non pris) vient à l'esprit. Le poème se termine par les vers suivants :

« Deux routes divergeaient dans un bois,

Et moi -

J'ai pris le chemin le moins fréquenté,

Et c'est ce qui a fait toute la différence ».

Les accords de Matignon-Oudinot en 1988, puis l'accord de Nouméa dix ans plus tard, représentaient ce chemin moins fréquenté, celui où la France et la Nouvelle-Calédonie

marchaient ensemble. Mais aujourd'hui, en 2024, ce chemin est devenu encombré et bloqué par des choix déjà faits et des actions déjà entreprises.

Cependant, un autre truisme est qu'une fois un chemin choisi, il est impossible de revenir au point d'intersection d'origine, car ce chemin a changé à jamais.

Nous pensons donc qu'à Nouméa et à Paris, la clé pour restaurer l'esprit des accords antérieurs est que tous aient l'esprit ouvert sur leur prochain choix crucial, sur une nouvelle voie à suivre, parce que la France et le peuple de Nouvelle-Calédonie se trouvent à un nouveau tournant.

Pour trouver une nouvelle voie, ce sont les moyens d'y parvenir qui sont les plus importants à ce stade. En d'autres termes, la manière dont la France et toutes les parties en Nouvelle-Calédonie parlent et travaillent ensemble en ce moment délicat est cruciale pour déterminer leur direction future.

En ce qui concerne les fins, si le passé ne peut être récupéré, nous pensons que l'opportunité est de forger une nouvelle voie. Ainsi, plutôt que de s'attarder sur de vieilles questions, nous pensons qu'il existe une ouverture pour tous ceux qui se soucient de la Nouvelle-Calédonie, afin d'utiliser notre imagination pour penser à une nouvelle question, qui s'affranchit du passé tout en offrant de nouvelles possibilités pour l'avenir.

Il existe toutes sortes de modèles constitutionnels, y compris dans le Pacifique. Par exemple, la Nouvelle-Zélande a tiré les leçons de son expérience des différents types de relations constitutionnelles avec les pays du royaume, les îles Cook, Niue et Tokelau.

Nos relations sont stables et mutuellement bénéfiques, donc durables, et les mécanismes constitutionnels permettent une autodétermination maximale tout en garantissant que les intérêts de la Nouvelle-Zélande en matière de sécurité et de défense restent protégés.

Nous avons été heureux de partager ces expériences à Paris et à Nouméa, où cela a été utile.

Nous respectons profondément le rôle de la France dans notre région et il ne fait aucun doute que la puissance économique de la France est essentielle au rétablissement d'une économie calédonienne dynamique.

Nous nous tenons prêts à apporter toute aide possible et nous espérons que la France appréciera, pour citer à nouveau Rousseau, qu'« il n'y a rien de mieux que l'encouragement d'un bon ami », car c'est l'esprit qui anime nos propos d'aujourd'hui.

.....

En conclusion, la réinitialisation de la politique étrangère de la Nouvelle-Zélande est notre réponse locale aux défis auxquels nous sommes confrontés de près ou de loin. La diplomatie est plus importante que jamais, et nous avons insufflé à la nôtre l'urgence qu'exigent ces temps troublés.

Nous considérons que l'engagement de la France dans le Pacifique est essentiel pour relever les défis sécuritaires et économiques auxquels nous sommes confrontés sur notre Continent Bleu. Nous souhaitons donc collaborer davantage avec la France et d'autres nations qui partagent nos valeurs et qui pensent qu'elles valent la peine d'être promues tout en les défendant contre ceux qui préfèrent le contrôle et le pouvoir à la collaboration et à la persuasion.

L'avenir n'est pas figé, c'est pourquoi la réinitialisation de notre politique étrangère, dans le Pacifique, en Asie du Sud-Est, en Europe et ailleurs, nous incite à faire plus avec la France et avec ceux qui pensent que nos valeurs valent la peine d'être défendues, afin que tous soient libres de forger leur propre avenir, à leur manière.

Pour paraphraser un grand homme d'État, Jimmy Carter, le Pacifique est une magnifique mosaïque. Des peuples différents, des croyances différentes, des aspirations différentes, des rêves différents.

Nous devons donc travailler ensemble pour construire un avenir aussi dynamique que les habitants du Pacifique eux-mêmes. C'est à la fois notre défi et notre responsabilité, alors saisissons l'occasion et laissons libre cours à notre imagination pour créer un Pacifique et un monde meilleurs.

Merci.

FIN